

RÉFORME DU LGT

UN BILAN LAMENTABLE

LYCÉES

Pour nous qui travaillons en lycée général ou technologique, cette année 2022-2023 a été particulièrement éprouvante. Indépendamment de la mobilisation sur les retraites, nous avons subi pour la première fois la réforme du lycée et du baccalauréat telle qu'elle a été pensée par Blanquer.

Nous avons constaté la difficulté dans laquelle nous étions pour faire notre travail correctement : les collègues de tronc commun déprimé-es de la démotivation des élèves, les collègues de spécialités de terminale qui s'échinent pour faire l'infaisable jusqu'à mars et se retrouvent désorienté-es au troisième trimestre, l'explosion du groupe classe dans le cycle terminal et combien elle nous isole, le manque d'intérêt pédagogique du grand oral, l'inquiétude des élèves vis-à-vis de Parcoursup, la douche froide des résultats des épreuves de spécialité, la course de fond des profs de français en première... Nous avons essayé de retrouver le ressenti de tout cela dans cette publication.

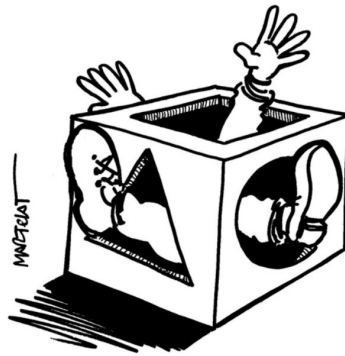
Depuis 2019, nous n'avons eu de cesse d'alerter sur la gravité de cette réforme et ses impacts terribles que plus personne ne peut réfuter. Mais le Ministère et le gouvernement n'ont visiblement rien à faire de nous et de nos élèves.

Alors que dès le mois de septembre, toutes les organisations syndicales – même le syndicat des chef-fes d'établissement - sont intervenues pour redemander le déplacement des épreuves de spécialité en juin, le ministère est resté sourd.

Lorsque nous avons alerté sur la situation dramatique du français en première et demandé

des assouplissements, le ministère est encore resté sourd... et muet.

Au final, nous pouvons être étonné-es du nombre de collègues qui viennent discuter en salle des personnels pour vider leur sac et disent qu'ils et elles ont du mal à voir quelle est la finalité de leur métier.



Comment pourrait-on rentrer en septembre 2023 comme si de rien n'était ? Dès la pré-rentrée, nous devons être prêt-es à construire collectivement, dès l'échelon le plus local, la riposte et une alternative concrète pour les lycées. Nous devons retrouver la maîtrise de notre outil de travail.

Imposons le changement.

Cela signifie déjà d'obtenir le déplacement des épreuves de spécialité au mois de juin. Plus largement, **c'est d'une autre réforme du lycée dont nous avons besoin.** Une réforme qui tourne le dos à l'autonomie des établissements et à la mise en concurrence. Une réforme qui ouvre les possibles au lieu d'un Parcoursup qui les ferme. Une réforme qui repose sur de véritables moyens, une autre architecture et la coopération au sein de notre institution.

SOMMAIRE

Page 1	Édito
Pages 2-4	Un tronc commun vidé de sens
Page 5	Voie technologique
Page 6	Les spécialités
Page 7	Grand Oral / Non au SNU
Page 8	Nos revendications

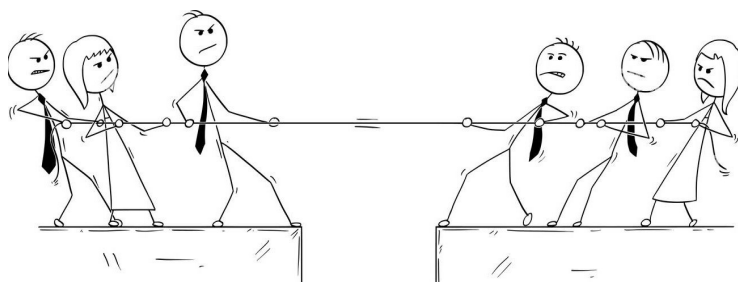
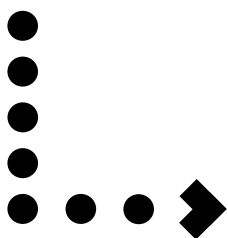
CONCURRENCE ET DÉVALORISATION DU TRONC COMMUN

La conjonction de l'autonomie des établissements et de la réforme Blanquer a coûté cher aux disciplines de tronc commun.

Non seulement leur statut s'est affaibli aux yeux des élèves avec le contrôle continu dans lequel nous « comptons » peu individuellement, mais il arrive que nos propres collègues de spécialité nous « piquent » des heures... Concurrence quand tu nous tiens ! Tout cela ne fait qu'accroître la

perte de sens et de motivation des profs et des élèves.

La publication des résultats des épreuves de spé le 12 avril permettait aux terminales de savoir à 63% si leur bac était "validé" ou pas. Les profs de tronc commun ont alors complètement perdu de vue les élèves moins sérieux-ses qui ont préféré sélectionner leurs cours.



LANGUES VIVANTES : FAIRE TOUJOURS PLUS AVEC TOUJOURS MOINS ! ?

Avec le « Bac Blanquer » les langues vivantes, évaluées en contrôle continu, sont devenues une « petite matière » (dixit un proviseur!).

Coefficient 3 et 2 heures par semaine en terminale pour évaluer les compétences écrites et orales. **Il n'y a plus de sections européennes, les dédoublements et plafonnements d'effectifs ont quasiment disparu** mais les enseignant-es sont censé-es renforcer l'expression orale, l'inter-évaluation, la co-évaluation, la coopération, la pédagogie de projets etc. Et tout cela à 30-35 par classe !

Sans parler des programmes, qui se donnent des airs de « startup nation » (en anglais en tout cas), en décalage avec des grilles d'évaluation peu ambitieuses...

Alors, le ministre peut prendre son air grave et promettre de « muscler l'enseignement de l'anglais »... puisqu'il n'est pas prévu de moyens supplémentaires. C'est comme tout le reste, du

« pipeau » ! Et comme d'habitude il n'est pas question des autres langues, dont l'enseignement recule année après année !

L'attestation de langue a finalement été abandonnée. Cela aurait nécessité une organisation lourde (oraux en interaction et en continu ; compréhension orale et écrits), mais les rectorats et inspecteur-trices poussent à faire passer des certifications privées, de type Cambridge. Les collègues sont inscrit-es d'office aux formations, des classes sont inscrites par les proviseur-es sans consulter les équipes ni même prévenir les élèves (*voir notre article précédent sur notre publication « bilan lycée »*).

**BRICOLAGE
ET
DÉBUT
D'EXTERNALISATION**

LE MINISTÈRE SOURD AUX REVENDICATIONS LÉGITIMES DES PROFS DE LETTRES

Sur le front des Lettres, **la situation est terrible**. Le ministre n'a pas voulu tenir compte de la demande unanime des syndicats de revenir à 16 textes d'oral. Subséquemment, pour parvenir à 20, certain-es ruse et découpent des textes en deux, d'autres en présentent seulement seize ou dix-huit, malgré les menaces parfois virulentes des inspecteur-trices, tout le monde rame...



Il n'est d'ailleurs plus question de pédagogie, seulement de finir, coûte que coûte, les derniers textes : tous les moyens sont bons ! Explications express, photocopies, plans... **Le stress est omniprésent, chez les élèves comme chez les profs**. Décidément, rien de bon ne sort de la réforme du bac.

UNE ANNÉE INTERMINABLE EN FRANÇAIS

POUR SE RENDRE COMPTE DE LA RÉALITÉ, RIEN DE TEL QU'UN TÉMOIGNAGE...

J'arrive au terme de cette année sur les rotules. Je suis prof de Lettres classiques en lycée, j'ai deux premières et tous les niveaux en latin. Le cours de français est une course contre le temps pour finir un programme indigeste, qui ne laisse aucune liberté au prof et qui ne peut en aucun cas donner le goût de la lecture aux élèves (c'est pourtant ce qu'annoncent les programmes...). 20 textes tirés d'œuvres imposées, avec une méthode unique pour les étudier, ça n'a rien de très enthousiasmant.

Si encore on avait du temps pour travailler l'oral ou l'écrit... 4 heures en lycée général (plus une demi-heure d'accompagnement personnalisé, à 35, bien sûr, maigrement récupérée dans le bas de laine à partager avec les autres disciplines), ça n'est absolument pas assez, alors on va à l'essentiel, on limite les entraînements, on fait « au mieux », « avec les moyens du bord », on bricole... mais bien plus on se dégoûte du métier, et on dégoûte les élèves de la littérature.

Mon métier n'a désormais plus de sens à mes yeux, pour les 1ères en tout cas. Je n'ai pas fait prof pour « faire du chiffre » et appliquer des

méthodes auxquelles je ne crois pas. J'avais envie de faire de la littérature, de confronter les idées des auteur-trices qui me plaisent, de trouver des textes qui pourraient parler aux élèves... En première ? Que nenni !

La fin d'année est proche, les élèves sont en stress pour l'épreuve de juin ... la prof aussi (est-ce qu'on a assez travaillé la dissert ? Est-ce qu'ils-elles auront assez pour l'oral ? J'aurais dû leur faire un devoir en plus... oui, mais quand ? On en arrive à culpabiliser de ne pas en faire plus) Les copies dématérialisées viendront clôturer magistralement une année éprouvante : une grosse cinquantaine de copies à corriger sur ordinateur (après 5 copies, tu commences à perdre la vue...) en même temps qu'il faudra aller faire passer une cinquantaine de candidat-es, parfois assez loin de chez toi. Tout ça en 15 jours... **Tous les ans, on nous en demande plus, avec moins de temps et/ou de moyens. Ce n'est plus que du chiffre, certainement pas de la littérature, encore moins du plaisir.**

OPTIONS : UN PLUS POUR PARCOURSUP ?

L'enseignement des mathématiques en LGT est l'objet de toutes les expérimentations avec des changements incessants ce qui rend incompréhensible la marche à suivre pour les élèves comme pour les enseignant·es. Enseignements de spécialité, options, « tronc commun », les modalités d'enseignement et d'évaluation sont des plus diverses.

En plus des options proposées en première, les élèves de terminale de la voie générale se voient proposer un choix de trois options supplémentaires (maths complémentaires, maths expertes, Droit et grands enjeux du monde contemporain).

Ces options sont évaluées en contrôle continu (coefficient 2), elles représentent chacune un bloc horaire de 3h censé permettre aux élèves de compléter leurs connaissances et ainsi d'élargir leurs possibilités d'études supérieures.

On le voit, deux de ces trois options concernent les mathématiques, ce n'est pas un hasard tant la volonté de différencier cet enseignement des autres disciplines est centrale dans le projet Blanquer. Au lieu d'en faire un outil d'émancipation, le ministère en fait **un discriminant social et scolaire**.

Avec la charge de travail, le stress des spécialités (coefficient 16), ces options sont trop souvent reléguées au rang de faire-valoir pour le dossier Parcoursup et sont insuffisamment investies alors même qu'elles conditionnent parfois (notamment en maths expertes) la poursuite des d'études supérieures. Quand les résultats sont insuffisants, il est difficile de valoriser ces options.

Bref **un sacré piège pour la majorité des élèves et enseignant·es !**

ET LA PHILO DANS TOUT ÇA ?

Le cours de philo en terminale est (avec l'HG, l'EPS et parfois les langues) le seul moment où est réuni l'ensemble des élèves d'une classe, ce qui permet d'y organiser les élections de délégué·es, la distribution de manuels ou autres formulaires administratifs. En philo les cours sont souvent mal dédoublés et dotés d'un programme plus que dense (sans compter les attentes méthodologiques). **C'est une course de fond dont on se demande quel est l'objectif**, si ce n'est le

maintien d'une épreuve finale isolée en juin alors même que l'essentiel des notes du bac est connu...

Le ministère a beau jeu de faire croire qu'il est attaché à « l'exception française » de la philosophie (qui n'en est pas tout à fait une) ; si tel était le cas il améliorerait immédiatement les conditions d'enseignement et de travail des élèves et des enseignant·es.

PLE ET ÉPREUVES DE REMPLACEMENT : LE GRAND MARCHÉ EST OUVERT!

Les Projets Locaux d'Évaluation ont été imposés comme un "rattrapage" du mauvais élève Blanquer et sont censés cadrer les modalités d'évaluation.

Les moyennes doivent donc être "représentatives". À la fin de chaque trimestre, les élèves absent·es ou qui ne sont pas satisfait·es de leur moyenne négocient des devoirs de rattrapage, auxquels ils et elles ont "droit". Des chef·fes d'établissement s'ingèrent dans nos pratiques pédagogiques, jugeant les différences de notes, demandent à certain·es de modifier leurs notes etc. Logiquement, les élèves s'infiltrèrent dans les failles du système. Dans mon lycée, j'estime à

un bon tiers les élèves qui ne sont venu·es à aucun cours du 3^{ème} trimestre mais ont assisté aux évaluations ! Leur moyenne est donc "représentative", pas d'épreuve de remplacement en juin. La direction a poussé à accepter comme représentatives des moyennes annuelles calculées sur à peine 2 trimestres !

Si les notes ne représentent rien, une seule solution : des examens terminaux en juin et la fin de la sélection à l'entrée dans le supérieur.

Sciences et Technologies de Laboratoire

La série STL (chimie) comme la plupart des séries techno, souffre d'épreuves supplémentaires par rapport aux séries générales, qui entraînent une **surcharge de travail**. Le projet, l'Enseignement Technologique en Langues Vivantes... ne font qu'accentuer les clivages du public rencontré dans ces séries : les élèves fragiles décrochent, démissionnent et nous avons beaucoup de mal à

recruter. Aussi, ces mêmes élèves décrocheur-ses quittent quasiment définitivement le système scolaire (pour des apprentissages ou la vie active).

Le tout dans un contexte où la diversité au sein de cette série est menacée : si les spécialités Biotechno sont globalement maintenues, **de plus en plus d'établissements réduisent voire ne proposent plus la spécialité Sciences Physiques et Chimiques de Laboratoire (SPCL)**.

Sciences et Technologie du Management et de la Gestion

1ère particularité : en terminale, dans une des spécialités (Management Sciences de Gestion et Numérique soit 10 h de cours) il y a une partie commune (environ 6h) et un enseignement spécifique (RH, mercatique, etc, environ 4H). Or seule la partie commune est évaluée pour l'enseignement de spécialité en mars. L'enseignement spécifique est évalué « en partie » au Grand Oral. Alors que les élèves sont évalué-es en permanence, cette partie enseignement spécifique n'est que partiellement évaluée, provoquant ainsi une certaine perplexité chez les élèves...et chez les profs.

2ème particularité : avant, les élèves étaient en partie évalué-es lors d'un oral (appelé Projet) qui se déroulait au mois de mai. Maintenant le Grand Oral est censé prendre appui sur une « étude approfondie » d'une entreprise (donc anciennement « projet ») mais qui ne porte pas sur cette étude approfondie. Il y a des difficultés à comprendre et à faire le lien entre cette « étude approfondie » (non évaluée au bac) et le Grand Oral. Là aussi cela se traduit par une grande perplexité sur le sens de nos actions...

Accroissement des effectifs mais décrochage des élèves et paupérisation.

Il y a une augmentation du nombre de sections STMG au niveau national (+ 10 000 élèves depuis 2018). À Toulouse par exemple, cela se traduit

par une insuffisance d'enseignant-es titulaires et se traduit par un grand nombre de contractuel-les. **Le nombre croissant d'élèves décrocheur-euses**, compte tenu du profil des élèves de la série : fragiles scolairement, tendance à considérer la filière comme « facile » (comprendre « pas besoin de travailler »)...

À partir du mois de mars, comme pour toutes les terminales, il devient difficile de les garder en classe alors qu'ils et elles ont la majorité de leurs résultats.

Pour Parcoursup, les élèves de STMG font souvent beaucoup de vœux, de filières sélectives type BTS ou BUT. Ils-elles doivent faire leur projet motivé juste après les épreuves de spé. Les élèves semblent se tourner de préférence vers les BTS du privé et/ou en alternance, voie de poursuite d'étude qui leur semble la plus sûre... En tout cas celle où ils et elles sont accepté-es !

Enseignement technologique en langue vivante

En séries technologiques, l'introduction de l'Enseignement technologique en langue vivante (ETLV) doit se faire en co-animation, mais sans aucun temps prévu pour la concertation, et très peu voire pas de formation (il n'y a qu'à regarder le peu de ressources sur Eduscol pour comprendre ...)

Choix de spécialité et cohérence

J'ai pu assister cette année à des combats de boxe en conseil de classe de première, pour savoir si l'élève devait garder les maths, la SI ou la physique... On conseille de faire médecine sans SVT ou encore nous voyons des élèves qui prennent des spécialités scientifiques même avec 6 de moyenne annuelle... Le choix des spé est une aberration : on prend ce qui reste (dans nos lycées ruraux moins bien dotés) ou on prend ce qui est conseillé sur les réseaux. Enfin, dans certains établissements, les chef-fes insistent lourdement pour que les élèves gardent les spécialités où les notes sont les plus élevées... sans tenir compte de leur projet !

Dans le contexte de saignée des moyens, chacune tente de s'assurer de la pérennité de son poste, parfois au détriment des élèves et des collègues. La concurrence est rude... et construit une société de masses atomisées prêtes à l'emploi.

Merci les « allègements de programme » du 30 septembre !

21 Novembre. Je viens de terminer le second chapitre évaluable au baccalauréat avec mes terminales ce matin. Je tiens à préciser que je ne suis qu'à mon second chapitre car nous avons consacré le premier mois de l'année scolaire à un chapitre qui a par la suite été supprimé du programme par le gouvernement. Nous avons donc à ce moment là pris trois semaines de retard que nous ne rattraperons jamais.

Plaisir d'enseigner

Cela fait maintenant plusieurs semaines que je ne prends plus de plaisir à enseigner auprès des terminales. Je ne culpabilise pas mais le désarroi et l'insatisfaction sont bien présents quotidiennement dans ma tête.



Les épreuves de spécialité en Mars

13 mars : à une semaine du bac, je viens enfin de finir le programme mais, compte tenu de sa lourdeur, en ayant traité la MOITIÉ par polycopié. Au lieu de laisser les élèves mener des activités intellectuelles, d'interagir avec eux-elles, puis de leur dicter le contenu à apprendre, ce qui est une démarche pédagogique qualitative, je me suis contentée en de nombreuses occasions de leur fournir le cours intégralement tapé à l'ordinateur, que nous avons étudié ensemble. **Autant dire que nous avons fini le programme dans la douleur et que le stress est présent pour moi et pour mes élèves.**

La terminale, c'est aussi des méthodes

La méthode de la dissertation, épreuve assez technique, n'est évidemment pas maîtrisée à ce stade de l'année. Il ne suffit pas de la transmettre pour qu'elle soit acquise. Il faut la retravailler régulièrement pour être prêt·e en Juin. **À une semaine du bac, une bonne moitié de mes élèves n'est pas capable de faire une dissertation.** Une partie de la classe a donc choisi de faire l'impasse sur ce sujet et donc de se priver du choix entre les 2 sujets.

Les résultats des épreuves

Les résultats des épreuves de spé ont été communiqués **dès le 12 avril aux élèves... à 15h, alors que certain-es étaient en classe !** Le ministère a une fois de plus démontré qu'il méprisait notre travail puisque nos cours se sont transformés en volcans. Mais il a aussi démontré qu'il méprisait les élèves : au vu de l'importance de ces épreuves, les « balancer » en plein après-midi et les laisser seul-es face à leurs notes au lieu de fixer une heure d'affichage où ils et elles auraient pu les consulter collectivement, se consoler, s'encourager, se sentir ensemble... ce n'est pas très digne.



GRAND ORAL : VERS UN EXERCICE DE RÉCITATION ?

Depuis le mois de mars, les élèves préparent le Grand Oral avec 2 mois devant eux-elles pour un oral de quelques minutes et dont le contenu peut être acheté ou copié sur internet... Compte tenu des résultats élevés donnés l'année dernière la vacuité des critères d'évaluation, la publication des résultats des spécialités, peu d'élèves le prennent au sérieux.

L'absence de moyens spécifiques pour construire les compétences de l'oral sur le long terme (au moins depuis la classe de seconde) vide de tout sens cette épreuve. Alors que la maîtrise des compétences de l'oral est importante, le Grand

Oral ne le permet pas. Pire, **il renforce les inégalités sociales et de genre, liées à la maîtrise de l'oral.**

Sur les conditions de passation, on ne peut rester coi. C'est le cas avec l'interdiction absolue pour un-e élève de toucher ou d'écrire sur un tableau pour expliquer quelque chose. L'exercice est alors encore plus vidé de son sens et on se rapproche d'une récitation de fiche apprise par cœur. On est loin des humanistes du XVI^{ème} siècle, dont aiment à se parer les différent-es ministres, humanistes pour qui mieux valait une tête bien faite que bien pleine....

LE LYCÉE N'EST PAS UNE CASERNE : NON AU SNU !

Dernière Minute

À compter de la rentrée 2023, les enseignant-es de lycée pourront faire candidater leur classe à un « séjour de cohésion », c'est-à-dire 12 jours en caserne avec lever des couleurs, Marseillaise et uniforme. Ces 12 journées seront prises sur le temps scolaire.

Autant la CGT Éduc'action soutient les projets pédagogiques sur des périodes plus ou moins longues, autant elle s'insurge et s'oppose à ces séjours de cohésion qui n'ont rien de pédagogique si ce n'est de faire des jeunes de petits soldat-es. Ce n'est pas le but de l'Éducation nationale ! Tout comme **ce n'est pas à l'Éducation nationale de financer ces séjours militaires** : le budget de l'Éducation n'est pas un budget d'appoint au ministère des Armées !

Au-delà de l'opposition idéologique légitime, la mise en œuvre de ce projet renforcerait les inégalités :

=> *aucune mixité sociale supplémentaire puisque ce sont les même classes qui partiront ensemble ;*

=> *les élèves découvriront à la rentrée s'ils-elles vont être militaires pendant 12 jours selon le bon vouloir du-de la prof ;*

=> *les élèves étranger-ères n'auront pas le droit d'y*

participer, rupture majeure d'égalité entre les élèves ;

=> les élèves pourront accepter d'y aller ou non (encore heureux que l'État ne décide pas à la place des familles !), ce qui donnera pendant deux semaines des classes à effectifs déséquilibrés.

Il s'agit ni plus ni moins que de faire passer en force une lubie présidentielle ! Pour cela des récompenses sont agitées, l'enseignant-e volontaire serait rémunéré-e (peut-être par le Pacte) et les élèves auraient un bonus Parcoursup... Bref, sur le fond comme sur la forme, **ce projet est inacceptable. Les élèves sont au lycée pour étudier et s'émanciper !**

De l'argent pour l'Éducation, pas pour les militaires !





QUELLES PROPOSITIONS DE LA CGT POUR LE LYCÉE

EN CETTE RENTRÉE ?

EXIGEONS...

Éducation prioritaire

Pour les lycées généraux et technologiques, la CGT Éduc'action demande **une véritable politique d'éducation prioritaire avec des moyens conséquents, notamment des effectifs par classe à 15 élèves.** Parce que la difficulté scolaire ne s'arrête pas à la fin du collège.

Dans le contexte de cette nouvelle rentrée compliquée, nos revendications immédiates prennent tout leur sens :

- ✓ **Des effectifs à 24 élèves maximum** en classe entière, non seulement pour des raisons pédagogiques.
- ✓ **Des dédoublements et des heures à effectifs réduits définis nationalement** et non pas laissés « à l'autonomie des établissements ».
- ✓ **Le retour à un baccalauréat en contrôle final et la suppression de la sélection à l'entrée de l'université.**
- ✓ **L'abrogation de la réforme** du lycée qui trie par la spécialisation, qui met en concurrence et qui isole en brisant en grande partie les groupes classe.



La CGT porte un projet de Lycée Unique et Polytechnique via une unification progressive des trois voies du lycée (professionnel, technologique et général). Cela implique :

- ✓ un changement de politique d'encadrement : **une direction collégiale, tournante et élue** donnant plus de place à l'auto-organisation des équipes ;
- ✓ **une réduction de la taille des établissements et leur transformation** en véritables lieux de vie pour les personnels et les élèves ;
- ✓ **de véritables espaces démocratiques pour les élèves** : le lycée doit donc être un lieu où les initiatives des lycéen·nes sur le plan de l'activité syndicale ou de la construction de projets associatifs, culturels, sportifs doivent avoir les moyens de s'exprimer.

Dossier coordonné par Rémy Reynaud (13) et Samuel Serre (92) pour le pôle national avec des contributions de Virginie Prégny (75), Joël Schnapp (74), Florence Pin (81), Julien Naudin (31), Nadine Castellani (13), Mariella Llerena (58), Claire Padrao (57),